



FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN

180, boulevard René-Lévesque Est, local 105, Montréal (Québec) H2X 1N6

Téléphone : (514) 522-1010 • Télécopie : (514) 527-3403

Courriel : frapru@cooptel.qc.ca • Web : www.frapru.qc.ca/

Montréal, le 9 février 2008

AUDIENCES POPULAIRES **pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan** **organisées par le collectif *Échec à la guerre***

Mémoire du FRAPRU

Impliqué depuis 30 ans dans la lutte contre la pauvreté et pour le droit au logement, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement formé de quelque 130 organismes actifs dans toutes les régions du Québec, également membre du collectif *Échec à la guerre*, s'objecte à la politique guerrière du gouvernement de Stephen Harper et réclame le **retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan**.

Le FRAPRU constate la disproportion grandissante entre les dépenses militaires du gouvernement canadien et ses investissements en logement social. Il dénonce l'inaction d'Ottawa en matière de logement et d'itinérance alors même que la pénurie de logements locatifs s'étend sur tout le territoire québécois et que l'ONU multiplie ses rapports blâmant le Canada pour son incapacité à assumer ses engagements internationaux en faveur du droit au logement.

LES DÉPENSES FÉDÉRALES : DES MILLIARDS POUR L'ARMEMENT, DES MIETTES POUR LE LOGEMENT

Le FRAPRU déplore qu'en 2007-2008, les dépenses militaires du gouvernement fédéral s'élèveront à 17,8 milliards \$, contre à peine 1,98 milliard \$ pour le logement, cette dernière somme étant essentiellement consacrée aux frais reliés aux logements sociaux déjà existants.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Harper n'a pas consacré un sou au financement de nouveaux logements, mis à part les 800 millions \$ votés sous l'ancien gouvernement libéral de Paul Martin, suite à une entente budgétaire avec le Nouveau parti démocratique.

Les investissements fédéraux en logement ne représentent même pas 1 % de l'ensemble des programmes du gouvernement canadien et n'ont connu qu'une faible hausse de 0,6 % au cours des dix dernières années. En comparaison, les dépenses militaires du gouvernement fédéral ont augmenté de 69 %.

Une étude publiée en mai 2006 par l'Institut Polaris d'Ottawa évaluait que, de l'automne 2001 à mars 2006, le coût total des opérations militaires directement reliées à l'intervention en Afgha-

nistan avait atteint 4,1 milliards \$. L'Institut prévoyait que ce coût allait augmenter d'au moins 1 milliard \$ en 2006-2007, pour une facture totale de 5,1 milliards \$¹. Par ailleurs, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé l'automne dernier qu'il consacrerait 15 milliards \$ de plus au cours des prochaines années pour l'achat d'équipements militaires.

En matière de logement, la tendance est inverse. Au fur et à mesure que prendront fin les engagements financiers pris en vertu du programme national de logement entre 1973 et 1993, le budget fédéral octroyé à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour ses activités sociales rétrécira comme peau de chagrin. Une étude réalisée récemment pour le compte de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) a évalué que d'ici 2015, les dépenses fédérales annuelles pour le logement auront diminué de 200 millions \$. En 2020, la baisse annuelle aura atteint 600 millions \$ et sera de 1,6 milliard \$ en 2030.

Le FRAPRU estime que l'écart entre les dépenses militaires et la réponse à un besoin aussi fondamental que le logement s'est considérablement élargi avec la guerre en Afghanistan qui continue aussi d'avoir son lot de pertes de vie humaine, notamment du côté des soldats canadiens des civils afghans. L'organisme prévoit que l'écart se creusera si le gouvernement ne retire pas ses troupes de l'Afghanistan.

LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU CANADA : DEUX POIDS, DEUX MESURES...

Le Premier ministre Harper invoque à répétitions les obligations du Canada envers ses alliés pour justifier les sommes croissantes consacrées à la défense. Cependant, il se traîne lamentablement les pieds quand il s'agit de respecter les engagements pris en 1976 envers toute de la communauté internationale en faveur des droits économiques, sociaux et culturels.

Le Canada compte près de 1,5 million de ménages ayant des besoins impérieux de logement, dont 351 800 au Québec, ainsi que 150 000 sans-abri. Depuis plusieurs années, l'ONU constate l'inefficacité d'Ottawa à résoudre ces problèmes.

Déjà en juin 1993, son Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'étonnait qu'« étant donné l'existence évidente de sans-abri et de conditions de logement insuffisantes, les dépenses consacrées au logement social ne soient pas supérieures à 1,3 % des dépenses publiques du Canada ».

En décembre 1998, le même comité se faisait plus sévère encore, en se disant « profondément préoccupé de voir qu'un pays aussi riche que le Canada ait laissé le problème des sans-abri et du manque de logements décentes prendre une ampleur telle, que les maires des dix plus grandes villes du pays ont fini par le déclarer catastrophe nationale ». Lors de la dernière comparution du Canada devant ce comité à Genève en mai 2006, celui-ci revenait à la charge pour ré-

¹ *Polaris Institute, Boots on the Ground, Canadian Military Operations in Afghanistan and UN Peacekeeping Missions, May 17, 2006, p. 2.*

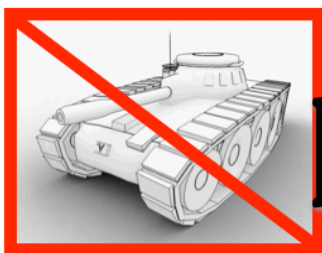
clamer que les problèmes de logement et l'itinérance soient considérés comme « une urgence nationale ».

Encore l'automne dernier, au terme d'une mission de deux semaines au Canada, le Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit au logement, Miloon Kothari, s'est dit « perturbé » et choqué par les « effets profonds et dévastateurs de la crise du logement ». Il a recommandé instamment au gouvernement fédéral d'adopter une stratégie sur le logement et à investir les fonds nécessaires à la réalisation massive de logements sociaux partout au Canada.



Comme le Collectif *Échec à la guerre*, le FRAPRU ne croit pas que la présence étrangère sur le sol afghan soit motivée par la démocratie, les droits des femmes ou la reconstruction du pays, mais plutôt par des considérations stratégiques et économiques beaucoup moins honorables. Il réclame le **retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan** et demande à Ottawa de consacrer plutôt ses efforts et ses ressources à respecter ses obligations internationales en matière de droits, dont le droit logement.

Des milliards\$ 
pour le LOGEMENT!



PAS POUR L'ARMEMENT...

FRAPRU

